RAD DHO

Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

ACTION URGENTE POUR BARRER LA ROUTE À LA POURSUITE DE LA DICTATURE MILITAIRE AU TOGO

La mort du dictateur **Nyassingbé Eyadema,** Président de la République du Togo, clôt une des pages les plus sombres et les plus honteuses de l'histoire de l'Afrique. Toutes les ONG de défense des droits humains retiendront une dictature cynique, marquée par un régime de terreur fait d'assassinats, de torture, de détentions arbitraires et de corruption.

Le Togo est devenu l'otage du clan Eyadema qui se réduit aux éléments de sa famille, de son village, de sa région, de son ethnie et de ses fidèles légionnaires faisant fonction d'armée nationale.

Ce régime a fini par acculer des milliers de citoyens togolais à l'exil. C'est justement pour perpétuer " le système Eyadema sans Eyadema " que le coup d'Etat a été soigneusement préparé et froidement exécuté pour installer le fils du Président Eyadema en violation de l'article 65 de la Constitution du Togo.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) :

- condamne avec la dernière énergie le coup d'Etat militaire survenu après la mort du dictateur Eyadema ;
- invite toutes les Organisations de la Société civile africaine et de la diaspora à manifester devant toutes les ambassades togolaises en Afrique et dans le monde pour exiger le respect de la Constitution et la démission immédiate et sans condition du fils du Président Eyadema ;
- adresse ses vives félicitations à Alpha Oumar KONARE et au Président OBASANJO pour leurs prises de position courageuses, mais les exhorte à aller plus loin en prenant des mesures urgentes et appropriées pour mettre un terme à la poursuite de la dictature militaire au Togo ;
- invite les autorités de la CEDEAO à se rendre immédiatement au Togo pour acculer le fils d'Eyadema à la démission comme elles l'avaient fait en 2003 en Guinée Bissau.

En tout état de cause, une action urgente est absolument nécessaire pour éviter les conséquences qu'un tel coup d'Etat pourrait entraîner dans une sous-région particulièrement éprouvée, fragilisée par des conflits, des sorties de crises laborieuses et des crises en état de latence.

Fait à Dakar, le 6 Février 2005
Le Secrétariat Général

Villa N°4024 Amitié II – Allées Seydou Nourou TALL – BP : 15246 Dakar _ Fann SENEGAL
Téléphone : (221) 865 00 30 – Fax : (221) 824 60 52
E-Mail : raddho@telecomplus.sn – obsdh@sentoo.sn - Site web : www.raddho.africa-web.org